

UNE MONDIALISATION À FRONT RENVERSÉ

Dissonances cognitives et démocraties sur la défensive

lundi 14 juin 2021, par [LALLEMANT](#)

L'histoire se cabre parfois de façon inattendue. Depuis les années 90, on a beaucoup parlé de désagrégation de l'espace soviétique, on peut aujourd'hui évoquer celle de « l'espace et de l'imaginaire occidental au niveau interne et externe ». Critiques désormais ouvertes de l'universalité des valeurs occidentales, retour et promotion des régimes autoritaires avec des ambitions impériales, contrôle étatique des BATX, velléités de contrôle des Gafam, promesses démocratiques en déroute avec l'explosion des inégalités, sentiment de dépossession des peuples de leur avenir. Une manière aussi de questionner l'universalité des Institutions internationales construites dans l'après-guerre, et pour le camp occidental de poser la question de la revitalisation de l'OTAN. La mondialisation, tel **le monstre de Frankenstein**, a échappé à l'Occident de plusieurs manières : dynamique de croissance plus importante pour l'Orient, dés-encastrement des nations, crise du collectif. Au contraire des années 80/90, la mondialisation avec le sentiment d'un balancier, est **à front renversé sur le plan géopolitique, avec des démocraties sur la défensive en particulier sur le plan intérieur.**

On ne s'aventurera pas dans cet article sur le devenir de ce monde en retournement.

En ayant fait de sa modernité libérale, une injonction plutôt qu'un projet collectif, l'Occident se trouve en quelque sorte prisonnier de sa propre victoire (J.C. Guillebaud, déjà en 2006). En un sens, le contexte géopolitique actuel consacre l'influence « **du faible au fort** », de « **l'invisible sur le visible** », avec un **agenda souvent bouleversé par les questions sociales.** [1]



Attitude de passager clandestin, regain des conflits territoriaux, disruption et crise démocratique : l'impression générale est celle d'un certain chaos, dont la cristallisation conséquente, se présente sous la forme de multiples résistances - celle des Etats, des frontières, des régimes autoritaires - des objets souvent présentés hier comme les derniers avatars d'un conservatisme frileux. La puissance et ses méfaits réactivent les frontières, la conquête de territoires, en revendiquant des « droits historiques » au mépris du droit international. On peut citer le cas des îles occupées par la Chine (Spratleys, Paracel) [2], mais aussi les territoires à l'est de l'Europe (Crimée, Donetsk, Ossétie du Sud, Haut-Karabagh, Transnistrie), voire la volonté de réécrire l'histoire.

*Si une forte interdépendance demeure toutefois dans « un espace fini », la mondialisation s'inscrit désormais dans **un front renversé, expression d'origine militaire qui prend aujourd'hui le sens de « fonctionner à l'envers** »... Une formule normative qui laisse entendre la remise en cause de l'avancée inexorable d'une mondialisation sans frein. « L'endroit et l'envers » en somme. Un front renversé aussi depuis les premières mesures de Joe Biden (fiscalité, annonces sur les brevets, relance OCDE, nouveaux liens avec l'UE...) [3] qui s'inscrivent dans plus de régulation et d'institutionnalisation pour éviter le retour trop brutal dans le monde d'avant. Elles deviendront peut-être celles d'un changement majeur de paradigme... vers une autre mondialisation. Dans une approche néo-réaliste, la mondialisation demeure encore dans le « comment assurer une sécurité collective ? »*

Si les années 90 avaient consacré l'hyperpuissance américaine - une « mondialisation heureuse » surtout pour les élites détachées du corps de la société - [4], la fin de la période indiquait une euphémisation de la puissance. Le débat des années 90 opposait alors Susan Strange, qui élaborant la notion de pouvoir structurel, nuancait l'analyse du déclin américain avancé par Paul Kennedy [5]. Bertrand Badie déclarait en 2004, l'impuissance de la puissance [6]. La loi des rendements décroissants de la puissance s'exprimait à plein (Afghanistan, Irak, Syrie...). Le nouveau monde est celui d'une multipolarité sans multilatéralisme, un monde sans contrôle avec une crise des Institutions internationales de régulation. On ne parle plus alors de valeurs communes entre les grands pays occidentaux, *des éléments de langage qui reviennent dans les discours de l'administration Biden.*

Pourtant l'on rencontre déjà des positions contradictoires sur la mondialisation : dissonances cognitives et malentendus de la puissance. L'écart entre ce que nous pensions de ce mouvement historique depuis les années 80, et le regard extérieur du reste du monde porté sur celui-ci, devenait béant en produisant des tensions multiples. Un constat très clair : si le pouvoir central a perdu hier son monopole par la multiplication des acteurs et des producteurs de

l'information, on notera au contraire aujourd'hui les tentatives de resserrement de plusieurs Etats sur les plateformes. L'oligarchie, la ploutocratie et la crise des classes moyennes occidentales ont mis à mal le modèle occidental historique. Thomas Gomart [9] qui analyse sans ambages le recul des grands pays occidentaux - singulièrement de la France - dans la production d'articles scientifiques.

Les régimes autoritaires ont désormais plus de visibilité, affichent plus de cohérence : autorité interne, stabilité apparente et croissance face aux vieilles démocraties aux prises avec les fragmentations sociales internes, la crise sanitaire et une récession majeure. Un déficit politique, social et de projet patent ! La hiérarchie des puissances de demain sera déterminée par les capacités de résilience (une forme de soft power) et la maîtrise de la datasphère - ce nouveau continent invisible de la géopolitique, espace de conflits et de compétition au coeur des enjeux majeurs de sécurité.

Le contexte récent a rendu obsolète la thématique un peu éthérée et/ou européenéo-centrée de la disparition des frontières, une Union qui souffre d'être un objet technocratique inédit. Michel Foucher ne manque pas d'évoquer le « retour des frontières ». L'Europe connaît une crise majeure du modèle de l'engrenage et de l'abandon de souveraineté (crise sociale, désamour, éloignement de la Hongrie et de la Pologne). Le Brexit en exprime une rupture spectaculaire. Sans projet citoyen perceptible (quel devenir de la dette ? questions environnementales ?), il ne lui suffira plus d'être une puissance normative [10], au moment où le monde affiche des dérèglementations structurelles et de nouvelles formes de hard power. La thématique plus ou moins assumée de la « **souveraineté économique** » est également de l'ordre du renversement post-libéral. Paul Maurice analyse les divergences de culture historique de la puissance du couple franco-allemand vis à vis de certains pays (Turquie, Sahel, Russie, Chine...) [11]. La durée de la pandémie actuelle fragilise l'acceptation des mesures sanitaires en faisant reculer les libertés internes. La Hongrie proche de la Russie, affiche un nouveau recul de la liberté de la presse sous l'égide du dirigeant illibéral au pouvoir depuis 2010. La non-maîtrise des frontières de l'U.E valide un peu plus les doutes sur cette construction - « un objet politique non identifié » (J. Delors), dans un moment historique dangereux où se développent des velléités de reconstruction des empires. L'organisateur de la Conférence de Munich [12] sur la sécurité (lieu d'exercice de la relation transatlantique, février 2021) a déclaré que l'Europe est « encerclée par le feu » (allusion à l'Ukraine, la Libye, le Mali et la Syrie). Le projet européen doit redevenir de toute urgence celui des citoyens pour l'éloigner des identités concurrentes. Si la notion d'identité est ambiguë et peut être multiple, elle est un ciment ultime dangereux quand la société se délite. Dans son analyse de la RSE, Sylvie Matelly entrevoit pourtant des avancées fondamentales [13] pour une société plus inclusive.

La Chine propose plus fondamentalement un modèle alternatif (parfois appelé Consensus de Pékin versus Consensus de Washington). Le durcissement vis à vis de Hong-Kong relève aussi de cette nouvelle fermeture idéologique des frontières. La logique des échanges et des intérêts, plus récemment celle des enjeux géopolitiques, prime sur tout affichage en termes de « Droits de l'homme ». On notera les notables inflexions stratégiques avec Xin Ji Ping : autoritarisme numérique, renforcement du contrôle sur les BATX, diplomatie du masque et des vaccins. La position du pays ne manque pas d'atouts : des projets pharaoniques (nouvelles Routes de la soie, BRI 2013) et une « split diplomacy » qui lui permet de parler encore aux PED, tout en faisant partie des pays riches. La Chine puissance continentale, repliée sur elle-même au XVIème siècle, se construit aujourd'hui sous la forme d'une thalassocratie [14], par la maîtrise des mers commerciales et militairement stratégiques. Elle invente de façon inédite jusqu'alors, un modèle inaccessible par essence à la compréhension occidentale en affichant sa réussite économique et sa mue en puissance par la séparation spectaculaire des libertés économiques et des libertés politiques. Des vaccins sont aéroportés vers les pays pauvres, elle y construit des infrastructures fortes. La montée en puissance du seapower irradie d'abord la Mer de Chine, puis l'Océan indien. On évoquera aussi l'installation d'une base militaire à Djibouti où se trouvent déjà la France, les E.U... La BRI est d'abord un projet stratégique qui conduira à la polarisation de deux ensembles de pays autour des deux puissances majeures. Créée en 2001, l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS, [15]) devient une forme de rapprochement géostratégique entre la Chine et la Russie, un axe antioccidental au moment où les Etats-Unis ont quitté de nombreux traités. De nombreuses multinationales chinoises atteignent désormais la taille critique nécessaire à la compétition globalisée (Huawei, Lenovo, CNPC, Alibaba, Tencent...). Le front renversé se décline aussi dans le cadre de la guerre économique entre les Etats-Unis et la Chine, **notamment sur le type de spécialisation et les déficits respectifs** comme l'explique très bien Ünal Deniz [16].

La Russie contemporaine quant à elle, offre un retour de la conflictualité traditionnelle dans sa volonté de reconstituer sa sphère d'influence. On peut citer bien sûr la guerre avec la Géorgie, l'annexion de la Crimée en 2014 (un rattachement...). En mars 2014, Barack Obama énonçait : « le pouvoir ne confère pas automatiquement des droits. Nous allons continuer à augmenter la pression sur la Russie qui poursuit sur sa lancée ». Hier en 2016, Poutine, l'homme le plus puissant de la planète (Forbes), se retrouve aujourd'hui avec des passifs très lourds à gérer : affaire Navalny, risque de rupture majeure avec l'Union européenne. La Russie demeure un nain économique par rapport à la Chine, mais est toutefois une force (géo)politique (formule utilisée pendant l'URSS avec la capacité de mobiliser de façon efficace des ressources et de mener des guerres invisibles). D'anciens conflits gelés (Azerbaïdjan et Haut-Karabagh), l'activisme de la Turquie en Méditerranée, dramatisent les carrefours des intérêts régionaux. La Turquie nationaliste s'est fortement éloignée de l'Occident (UE et EU).

Avec le bouleversement de l'ordre ancien et les enjeux sur les noeuds stratégiques, être une puissance dominante ne garantit plus une sécurité absolue : terrorisme, conflits ou menaces asymétriques (Iran, Corée du Nord, Russie même). La mondialisation a produit des sociétés non inclusives. Les plus riches font sécession d'abord fiscalement, des quartiers sont touchés par le séparatisme. Les aveuglements cognitifs et stratégiques ont conduit aux désillusions que l'on connaît avant même la crise sanitaire. Le choc actuel des nations s'affiche avec le retour d'une forme de réalisme dans les relations internationales. Les enjeux de puissance (technologiques, sociétaux, environnementaux) accroissent les risques majeurs.

Un moment de basculement d'une géopolitique des matières premières carbonées à celle du contrôle des données, qui reclassera sans aucun doute les puissances de demain et engagera la survie des régimes démocratiques. L'accumulation des moyens ne suffit plus, la détermination d'un projet inclusif est vital, l'agilité est une condition essentielle.

Le contexte est en particulier celui de guerres qui vont d'une forte visibilité (conflits territoriaux) à des affrontements souvent invisibles (cyberguerre, intelligence artificielle, spatial, médiatique, technologique, financiers). Dans ce maelstrom technologique et géopolitique, les Etats-Unis affirment avec J. Biden leur retour... [17]

Le temps court de la démocratie ne correspond pas au temps long de la stratégie (terres rares, souveraineté numérique, environnement...). Un hiatus parfaitement compris par tous les autoritarismes !

Patrick Lallemand, GeopoWeb, 14 juin 2021

Notes

[1] Pour Bertrand Badie, les relations internationales sont devenues inter-sociales. Une inter-socialité qui bouscule les dirigeants et fait reculer le pouvoir régulateur des Etats. Les acteurs privés ou mixtes de tout ordre tendent à se substituer aux acteurs publics.

[2] La Chine, un empire à l'assaut du droit de la mer. Nathalie Guibert, Le Monde du 5 mars

[3] Les 17 premières mesures de Biden pour en finir avec l'ère Trump (nouvelobs.com)

[4] Petit retour sur image. Pendant les Trente Glorieuses, la dynamique de croissance et de convergence des pays occidentaux, la hausse du niveau de vie et le développement ont assuré la centralité des classes moyennes. Il ne faut cesser de le rappeler comme un facteur essentiel de pacification sociale et politique, une promesse d'avenir pour des millions de personnes. L'ordre international s'appuyait sur un équilibre de la terreur, mais un équilibre quand même ! Kindelberger parlait de stabilité hégémonique assurée par des hégémons à forte maturité, produisant une conflictualité par procuration sur les marges des deux blocs (Afrique par exemple).

[5] The Rise and Fall of the Great Powers. Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000. H.P, 1989

[6] « L'impuissance de la puissance ». Essai sur les nouvelles relations internationales. Bertrand Badie, 2004, Fayard

[7] L'affolement du monde" 10 enjeux géopolitiques. Tallandier Essais 2019 p.10/11

[8] Ursula von der Leyen, novembre 2019

[9] Rapport de L'Observatoire des Sciences et des Techniques "La position scientifique de la France dans le monde, 2005/2018

[10] La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne. Nouveaux débats. Z. Laïdi. Sc Po Les Presses. 2005.

[11] <https://geopoweb.fr/?PRESIDENCE-ALLEMANDE-DU-CONSEIL-DE-L-UE-QUEL-BILAN-GEOPOLITIQUE-Par-Paul-207>

[12] Le diplomate allemand Wolfgang Ischinger, ancien ambassadeur à Londres et Washington

[13] <https://geopoweb.fr/?RESPONSABILITE-DES-ENTREPRISES-QUAND-L-HISTOIRE-S-ACCELERE-PAR-SYLVE-MATELLY>

[14] <https://www.ege.fr/infoguerre/2017/08/dossier-chine-une-thalassocratie-en-devenir>

[15] L'OCS est d'abord une réponse en Asie centrale à l'effondrement de la Russie soviétique

[16] Economie de la mondialisation. Une reconfiguration en marche. Ünal Deniz de Boeck 2020

[17] https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/06/09/en-europe-joe-biden-dit-vouloir-rassembler-les-democraties-du-monde-c-est-le-cri-de-ralliement-de-l-a-forteresse-assiegee_6083401_3232.html